

dajaloo

ensemble avec les paysans

n° 43 février 2015

BIMESTRIEL - ne paraît pas
en août et novembre



Rue aux Laines, 4
1000 Bruxelles
n° d'agrément : P601176

Burkina Faso, au pays des hommes intègres



- p. 4 : **Le Burkina Faso sur la voie du changement ?**
- pp. 5-6 : **Temps durs pour l'agriculture**
- p. 7 : **Voix du Sud : « Je ne suis qu'un paysan »**
- pp. 8-9 : **Les greniers de sécurité alimentaire : une solution pour assurer la sécurité alimentaire ?**
- p. 10 : **La CPF, une voix pour les paysans**
- p. 11 : **Agriculture et mines, une cohabitation impossible ?**



[édito]

N'en déplaise à Blaise, Le Burkina se soulève...

Le Burkina a été récemment sous le feu des projecteurs suite aux soulèvements populaires d'octobre dernier. La population s'est mobilisée en masse pour s'insurger contre le nouvel abus de pouvoir de son Président Blaise Compaoré à la tête du pays depuis 27 ans.

Plusieurs franges de la population se sont mobilisés (jeunes, associations de femmes, syndicats) pour lutter contre la volonté du Président de se maintenir au pouvoir en modifiant à son avantage la constitution. Cette tentative est restée vaine car elle a rencontré une opposition ferme de la population.

Cette insurrection populaire qualifiée « **d'harmattan africain**¹ » signifie le ras-le-bol face à trois décennies de dictature à l'origine de nombreux problèmes et qui expliquent la situation de pauvreté alarmante du pays. Plus d'éléments de mise en contexte dans l'article de Géraldine (p.4).

Mais ne restons pas sur cette note maussade, ce soulèvement démontre la capacité d'un peuple à se mobiliser pour une cause et sa volonté d'écrire une nouvelle page de son histoire.

Espérons que ce vent de changement et démocratisation puisse balayer tous les sec-teurs, y compris celui de l'agriculture où les défis et enjeux sont encore nombreux (pp.5-6) à en croire notre correspondant Inoussa Maïga (p.7). C'est avec lui que nous initions une **nouvelle rubrique intitulée « la Voix du Sud »** qui relayera à l'avenir l'opinion d'acteurs ruraux du Sud en vue de renforcer un maximum les liens entre les partenaires Sud de SOS Faim et les lecteurs de Dajaloo.

Ce numéro est aussi l'occasion de **présenter les résultats d'une étude** sur l'impact des **greniers de sécurité alimentaire, projet que nous soutenons depuis bientôt 15 ans** (pp.8-9). Nous prendrons aussi la température du travail de plaidoyer réalisé par la CPF (Confédération Paysanne du Faso) (p.10).

RDV p. 3 pour découvrir le **carnet de voyage d'Annabel** (Responsable Mobilisation) qui est partie en septembre avec deux bénévoles, **Nel et Maïté**. Cette dernière **partage avec nous ses meilleurs souvenirs et impressions** (p.12).

Bonne lecture !

> **Clémentine Rasquin**

> **Pour celles et ceux qui ne reçoivent pas encore Dajaloo...**

Vous souhaitez garder le contact avec SOS Faim ? Abonnez-vous en vous adressant à cra@sosfaim.org, ou à SOS Faim – Dajaloo, rue aux Laines 4, 1000 Bruxelles.

Ed. resp. : Freddy Destrait
SOS Faim asbl
Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles
T 02/548 04 70
F 02/514 47 77
cra@sosfaim.org
www.sosfaim.org

CCP : BE83 0000 0000 1515
BIC : BPOTBEB1

Réalisé avec le soutien de la DGD



Comité éditorial :
Clémentine Rasquin,
Annabel Maisin,
Géraldine Higel,
Mouna Guidri,
Maud Evrard,
Nevena Nikolova,
Nejma Blicek,
Maïté Rolin.

Comité de relecture :
Annabel Maisin

Crédits photos :
Jean-Louis Brocart (p.2, 4),
Jérémy Gross (p.10),
SOS Faim (p.1,3, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12).

① L'harmattan est un vent très sec et poussiéreux (alizé continental) d'Afrique de l'Ouest qui souffle vers le sud en provenance du Sahara et du Sahel

Carnet de voyage : cap sur le Burkina

En 2014, deux bénévoles actifs au sein de notre réseau avaient l'opportunité de partir sur les traces de nos partenaires et de l'agriculture familiale au Burkina Faso. Maïté et Nel sont les deux chanceux qui se sont envolés vers l'Afrique avec moi. Quelle aventure ! En voici un petit bout en images.



Rencontres avec des partenaires de SOS Faim

Dans la région de Kaya (nord du Burkina), la terre est très sèche à cause de la désertification et du fait que les saisons des pluies sont de plus en plus courtes. Dans un tel contexte, l'accès à l'eau est un enjeu majeur. L'ONG locale APIL conseille et enseigne de nouvelles techniques agroécologiques aux agriculteurs pour que leurs récoltes soient plus productives. L'ONG finance également des systèmes d'irrigation pour que ses membres puissent cultiver des produits maraîchers en saison sèche.



Récolter pour bien partager

Témoignages oraux et écrits, photos, vidéos... tous les moyens étaient bons pour ne pas perdre une miette de toutes les découvertes et infos qui nous serviront par après à réaliser un outil de sensibilisation sur l'agriculture familiale. En cours de création...



Échanges avec les agriculteurs

Dans le village de Toéssin, nous avons participé à l'AG extraordinaire de la coopérative de Deneon. Une quarantaine d'agriculteurs nous ont expliqué pour quelles raisons ils ont créé leur coopérative et comment elle fonctionne. Elle leur permet notamment, grâce au système de warrantage², d'éviter de brader leur récolte quand les prix sont bas, tout en s'assurant un revenu immédiat pour répondre à leurs besoins les plus urgents.



Expérience d'une autre vie quotidienne

Traverser des rivières avec, parfois, de l'eau jusqu'à la poitrine, manger du tô, s'activer sous une chaleur accablante, résister à ne pas gratter ses piqûres de moustique, parcourir des chemins en mauvais état serrés comme des sardines... voilà autant de petits moments qui nous ont permis de mieux comprendre l'environnement des Burkinabés et de vivre une expérience inoubliable.

² Le warrantage est un crédit qui permet au producteur de mettre en garantie sa récolte pour contracter un prêt de courte durée auprès d'une coopérative, une institution de microfinance ou autre.

Le Burkina Faso sur la voie du changement ?

Malgré une situation géographique, une histoire et des conditions économiques difficiles, le peuple burkinabé a récemment affirmé son désir de changement. Les élections d'octobre lui donneront l'occasion de confirmer cette volonté de rompre avec le passé.



↑ Avec 45% de la population âgée de moins de 15 ans, les jeunes sont l'avenir du pays.

Le Burkina Faso souffre d'abord d'une situation géographique difficile : aux portes du Sahel et sans accès à la mer, il est coincé entre six pays, dont certains politiquement instables.

Son histoire aussi a été mouvementée. Depuis son indépendance en 1960, le peuple burkinabé a connu une succession de coups d'État et de gouvernements autoritaires. En 1966, on observe les premières révoltes populaires hostiles aux politiques d'austérité. Et récemment, des soulèvements contre un nouvel abus de pouvoir du président Blaise Compaoré ont perturbé le pays. Dans ce contexte, le pays n'a pas pu engager les réformes nécessaires à son développement. Malgré une croissance économique de 5% par an

en moyenne depuis la fin des années 80, le Burkina Faso reste en effet un pays très pauvre comme le démontre les indicateurs suivants :

- indice de développement humain très bas qui place le pays à la 183ème place sur 187
- taux d'alphabétisation de 28,7%
- pauvreté affectant près d'un burkinabé sur deux ³.

L'agriculture est prédominante, aujourd'hui encore 86% de la population travaille dans ce secteur. Pourtant, ce dernier représente à peine un tiers du PIB. Le programme agricole 2013-2018 permettra peut-être d'améliorer les rendements, étape nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire du peuple burkinabé.

Avec 45% de la population âgée de moins de 15 ans, les jeunes sont l'avenir du pays. Ce sont eux qui devront faire les réformes nécessaires au développement du pays. Pourvu que le peuple burkinabé confirme, le 11 octobre prochain, sa volonté de rompre avec le passé.

> **Géraldine Higel**, bénévole

3 www.sosfaim.org/be/nos-actions/en-afrique/burkina-faso/

Temps durs pour l'agriculture

86% de la population burkinabé travaille dans l'agriculture. Pourtant, le Burkina Faso n'est pas autosuffisant sur le plan alimentaire. Depuis son indépendance (1960), le pays évolue au gré des politiques et des aléas climatiques. Les exploitations familiales doivent s'adapter à cet environnement sans cesse en mutation.

Un contexte qui met l'agriculture et le paysan à rude épreuve

Températures élevées et pluies limitées caractérisent le climat du Burkina Faso. La région sahélienne du Nord, de par son aridité, ne permet pas beaucoup de cultures. Dans la partie centrale du pays (savane semi-aride), on produit surtout des céréales comme le sorgho et le maïs. En ce qui concerne le blé et le riz, les Burkinabés sont dépendants des importations. En effet, la culture de riz n'est possible qu'à proximité des barrages.

Très peu outillés, disposant de connaissances partielles (sur les variétés à cultiver, l'état du marché, etc.) et parfois très isolés, les paysans sont aujourd'hui vulnérables face aux aléas climatiques. Dans ce nouvel environnement, certaines méthodes qu'ils utilisaient traditionnellement ne leur permettent plus de produire en suffisance. Il existe pourtant une multitude d'autres techniques ancestrales utilisées dans des régions voisines.

Conscient de la précarité de la condition paysanne, l'État accorde une plus grande attention au secteur agricole. Mais, la politique agricole burkinabé résulte davantage d'une mosaïque de plans juxtaposés les uns aux autres plutôt que d'un plan cohérent dont se dégagerait une vision claire.



L'impact des plans d'ajustement structurel

Dès son indépendance en 1960, l'État intervient à coups de subventions pour soutenir l'agriculture. **Les filières d'exportation, comme le coton, sont alors favorisées.**

Par la suite, le Burkina Faso n'échappe pas au mouvement des **PAS (plans d'ajustement structurel)** initié par les institutions internationales dans les années 90. Ces plans proposent notamment des aides, mais celles-ci sont conditionnées à une ouverture du marché. **Cette libéralisation subite du marché agricole déstabilise les petits agriculteurs** dont les produits agricoles sont mis en concurrence sur un

↑ Très peu outillés, disposant de connaissances partielles et parfois très isolés, les paysans sont vulnérables face aux aléas climatiques. Ils doivent aujourd'hui s'adapter à ce nouvel environnement.

→
La sécurité alimentaire
du pays ne pourra
être concrétisée sans
une consultation
des acteurs les plus
concernés :
les paysans.



marché mondial avec des produits issus de contextes de production très différents. Le manque d'équipement et d'infrastructure, la faible maîtrise des procédés de transformation et conservation couplés à un soutien qui profite peu à l'agriculture familiale expliquent que celle-ci ne parvient pas à tirer son épingle du jeu. Loin s'en faut !

Faire place nette à l'agrobusiness

Au lieu de prioriser la formation des petits agriculteurs, ce sont les « agrobusinessmen » qui sont appelés à renforcer l'entrepreneuriat agricole.

Les terres sont accaparées par de grands opérateurs économiques, parfois éloignés du monde agricole. La hausse de productivité escomptée n'est toutefois pas concrétisée parce que cet accaparement est rarement accompagné d'une réelle exploitation des terres. Après la sonnette d'alarme tirée par la crise alimentaire de 2007, le chef de l'État s'engage à lancer une réelle **révolution verte pour sécuriser l'alimentation**, en témoignent les fonds investis : 916 milliards de francs CFA pour une période de 8 ans. La distribution de ces fonds ne bénéficie cependant pas à tout le monde...

Coton transgénique exportable vs cultures céréalières de subsistance

Sur le terrain, les critères de rentabilité et de productivité dominant celui de sécurité alimentaire. La filière du coton est privilégiée pour son potentiel d'exportation alors que les cultures céréalières sont délaissées. Pour renforcer la productivité du coton burkinabé, des graines génétiquement modifiées sont exploitées depuis la fin de 2009. Détournement des pesticides spécifiques à ce coton pour traiter le maïs, qualité moindre du produit, impuissance des producteurs face aux fluctuations des prix contrôlés par des pays tels que les États-Unis, etc. sont autant d'ombres au tableau de la filière cotonnière.

La voix oubliée des paysans

La sécurité alimentaire du pays ne pourra être concrétisée sans une consultation des acteurs les plus concernés : les paysans. Cette intégration permettrait de bénéficier de leur savoir ancestral de la terre. Certaines techniques mobilisées par l'agriculture familiale sont ainsi utilisées depuis des siècles pour faire face aux aléas climatiques.

> Mouna Guidiri, bénévole

Voix du Sud : « Je ne suis que paysan »

Pour cette première chronique « Voix du Sud », je me suis entretenue avec Inoussa Maïga, président de l'association burkinabé des journalistes et communicateurs agricoles (ABJCA).

Comment se porte le secteur agricole burkinabé ?

D'un point de vue politique, la priorité est donnée au secteur privé au détriment des exploitations familiales jugées archaïques et peu performantes. Les efforts de l'État portent sur la création d'infrastructures en vue d'attirer de nouveaux investisseurs privés.

Les agriculteurs familiaux sont laissés à leur propre sort et doivent faire face aux difficultés suivantes : insécurité foncière, accès difficile aux financements, au matériel agricole et aux marchés porteurs, aléas climatiques, etc.

Lorsqu'une opportunité se présente, les producteurs la saisissent. Par exemple, la production de sésame (culture phare d'exportation) est passée de 7000 tonnes en 2005 à 300.000 tonnes aujourd'hui. Le riz a également connu un essor grâce au soutien de l'État à cette filière suite à la crise alimentaire de 2007. Mais parallèlement, les importations de riz ont augmenté, ne permettant pas à la production locale de décoller véritablement.

Quels sont les enjeux et défis pour l'avenir ?

*Un enjeu important est de **revaloriser l'identité paysanne**. Lorsqu'on demande à un agriculteur ce qu'il fait, il va répondre « Je ne suis que paysan ».*

*Un autre enjeu est lié à **la modernisation des exploitations agricoles familiales**. Il*



est crucial de réfléchir à une vraie politique de développement de l'agriculture, sans pour autant ignorer le secteur privé.

L'accès aux financements et au matériel agricole constitue un autre enjeu clé.

Depuis 2003, en moyenne, 16,9% du budget national est consacré au secteur agricole, mais l'essentiel est utilisé pour le fonctionnement des institutions et le financement de la filière cotonnière. Aujourd'hui, la plupart des paysans travaille à la main. L'accès facilité à un outillage de base (une charrue et deux bœufs) leur permettrait de réduire la pénibilité du travail et d'augmenter leur production.

> Propos recueillis par **Maud Evrard**,
bénévole

←

Un enjeu important est de revaloriser l'identité paysanne. Lorsqu'on demande à un agriculteur ce qu'il fait, il répond : « je ne suis que paysan »



Les greniers de sécurité alimentaire : une solution pour assurer la sécurité alimentaire ?

La Fédération des groupements Naam au Burkina Faso est à l'origine du projet de greniers de sécurité alimentaire (GSA). Depuis l'an 2000, SOS Faim et le Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire soutiennent ce projet ambitieux. Une étude vient d'être réalisée par le CRED (Centre de Recherche en Economie du Développement) pour analyser l'impact des greniers de sécurité alimentaire dans la zone Nord du Burkina Faso.

→
Adissa Famdé, 21 ans – GSA de Bagaré :
« Avant je devais m'approvisionner dans des marchés extérieurs et marcher plusieurs kilomètres à la recherche de denrées pour ma famille sans en connaître ni le prix, ni la disponibilité. Avec le grenier, je sais sur quelle quantité et à quel prix je peux compter. »



Les GSA : kézako ?

Le réseau de greniers de sécurité alimentaire fonctionne sur le principe suivant : les responsables de l'organisation du grenier achètent grâce à un fonds de roulement des céréales à un bon prix juste après les récoltes quand les prix sont bas. Ces céréales sont alors revendues dans les villages. Les greniers offrent aux villageois la sécurité et la certitude de pouvoir à tout moment, acheter des céréales à un prix raisonnable dans leur propre village. L'étude a comparé 20 villages disposant d'un GSA et 20 villages n'en disposant pas durant trois ans (2011-2012-2013).

Objectif 1 : Améliorer l'accès physique aux denrées alimentaires

La présence d'un GSA au sein d'un village diminue de 50% la distance moyenne parcourue par les ménages pour s'approvisionner en denrées. Ce résultat significatif s'explique grâce à la plus grande proximité des GSA par rapport à d'autres lieux d'approvisionnement en denrées. Les GSA augmentent ainsi l'offre de céréales disponibles sur le marché local.

L'effet positif observé est encore accru en ce qui concerne les villages les plus isolés.

Objectif 2 : Améliorer l'accès économique aux denrées alimentaires

Le prix d'achat d'une denrée détermine la capacité des populations à acquérir ou non cette denrée. La présence d'un GSA pourrait se traduire par une augmentation de l'offre sur le marché local et donc une augmentation de la concurrence ayant pour conséquence la réduction des prix.

L'étude démontre que la présence d'un GSA permet de diminuer le prix moyen de 1450 FCFA (=2,21 euros) sur le prix



moyen d'un sac de 100 kg de sorgho, ce qui équivaut à un rabais moyen de 7,5%.

Sur une année, l'économie représente près de 6% des dépenses totales en céréales. Si cela semble insignifiant en Belgique, au Burkina Faso, **cette économie équivaut à la consommation annuelle moyenne en viande et poisson de 2 personnes ou encore aux frais d'inscription scolaire dans le primaire de 5 enfants.**

Les résultats de l'étude confirment donc que la présence d'un GSA a un impact sur les prix et donc sur le revenu réel des populations bénéficiaires.

Objectif 3 : Augmenter la consommation alimentaire grâce à l'effet conjugué des 2 premiers objectifs

Bien qu'on observe une amélioration de l'accès physique et économique des den-

rées, elle ne se traduit pas pour autant par une augmentation des achats ou par une diversification de la consommation.

On observe toutefois une **amélioration de la situation nutritionnelle des profils de consommateurs suivants : les adultes, les jeunes de 6 à 16 ans et les enfants en bas-âge.** Cet impact est encore accru pour les familles plus pauvres qui ne disposent généralement pas de moyen de transport motorisé ainsi que pour les villages plus isolés. Pour ces derniers, l'impact nutritionnel observé est deux à trois fois plus important que pour les autres villages.

> **Clémentine Rasquin,**
Responsable Information et Education

↑ « Pour les GSA, il y a la mission sociale, de nourrir les villageois. Pour les commerçants, c'est l'argent. »



La CPF, une voix pour les paysans

La Confédération paysanne du Faso (CPF) est la plateforme burkinabé des organisations paysannes. Espace de concertation et de défense des intérêts des producteurs, elle mène un travail de plaidoyer au niveau national. Rencontre avec Eric Ouedraogo, agriculteur et membre actif de la CPF.



participation du gouvernement burkinabé et d'investisseurs privés. Ce projet agro-industriel ⁵ vise une croissance économique boostée par l'investissement privé, la création d'emploi et la quadruplication de la production de la zone.

Quant à l'enjeu de l'orientation des investissements, comment se positionne la CPF?

Bagrépôle pourrait devenir un projet win-win à condition que les investissements portent sur les phases de transformation et de commercialisation, maillons faibles de l'agriculture au Burkina. Au niveau de la production, l'agriculture familiale, majoritaire dans le pays, doit être intégrée, sous peine de faire de nous des ouvriers agricoles et de perdre nos terres.

Quels sont les défis du travail plaidoyer ?

La mise en place des décisions politiques constitue un défi majeur. Autre défi : mobiliser les moyens nécessaires au suivi du travail de plaidoyer. En ce sens, le soutien de partenaires comme SOS Faim est crucial.

> Propos recueillis par **Nevena Nikolova**,
bénévole

↑ Autre défi : mobiliser les moyens nécessaires au suivi du travail de plaidoyer. En ce sens le soutien de partenaires comme SOS Faim est crucial.

La CPF a suivi de près la loi prometteuse sur le foncier rural ⁴ qui a vu le jour en 2009. Quels sont les enjeux pour les petits producteurs cinq ans plus tard ?

Cette loi est un grand pas vers la sécurisation foncière. L'enjeu actuel concerne son application. Cela suppose la mise en place de services fonciers dans toutes les communes rurales. Mais seules quelques communes disposent de ce service.

La question foncière revêt toute son importance en ce qui concerne les projets de création de pôles de croissance économique dans certaines zones rurales. Tel est notamment l'exemple du projet Bagrépôle, financé par la Banque Mondiale avec la

⁴ Loi 034-2009. Pour aller plus loin lire DS 120: Loi sur le foncier rural: cinq ans après? (pp. 12-15) et Hochet, P. et al. (2012). Grain de sel, No 57, Inter-réseau, Développement rural.

⁵ Plus d'informations sur le projet Bagrépôle sur le site de la Banque Mondiale.

Agriculture et mines, une cohabitation impossible ?

Au pays des hommes intègres, le secteur minier, en plein boom, suscite le débat : participe-t-il à la création d'emplois ou à la destruction du tissu socio-économique local ?

Une possibilité d'indépendance financière mais de mauvaises conditions.

Dans le nord du Burkina, les mines attirent de nombreux jeunes en quête d'emplois rémunérateurs qui existent peu dans le secteur agricole. En effet, traditionnellement, le chef de famille détient l'argent de l'exploitation et ne procède pas directement au paiement d'un salaire aux jeunes adultes de la famille.

Mais le travail à la mine n'est pas plus rose, les paies sont misérables et les conditions souvent difficiles. Les équipements manquent, les mines sont parfois en mauvais état.

Les exploitations minières grignotent de plus en plus des terres traditionnellement dévolues à l'orpaillage⁶, l'élevage et l'agriculture. Les populations sont déplacées dans des zones moins propices à leurs activités et, bien que dédommagées, ne peuvent plus subvenir à leurs besoins.

En outre, le travail minier met en danger la sécurité alimentaire du pays. Malgré un cahier des charges qui les oblige à tenir compte de l'environnement, les mines polluent terres et eaux et surexploitent cette dernière ressource, rare et vitale à l'activité agricole.

Des perspectives encourageantes

Dans le cas de la mine d'or d'Essakane, exploitée par IAMGOLD, les contreparties liées au déplacement de 13 communautés étaient au départ inacceptables pour



← Attirés par l'appât de bénéficier d'un salaire, de nombreux jeunes hommes délaissent l'agriculture pour le secteur minier. On a pourtant besoin de forces vives dans nos exploitations.

les populations touchées : maisons de mauvaise qualité, terres arides, eau rare, aucune école dans le nouveau village, peu d'emplois à la mine. En 2012, soutenues par l'ONG FIAN, ces communautés sont entrées en dialogue avec la société IAMGOLD. Cette collaboration s'est traduite par des effets positifs concrets observés sur le terrain depuis 2013 (emploi local, maisons refaites, projet d'école, prise de position de l'État), ce qui pourrait servir d'exemple au secteur tout entier.

Une révision du Code minier est en cours, surveillée par les organisations de la société civile qui demandent que celle-ci prenne en compte les réalités socio-économiques et environnementales des régions et communautés concernées. Cette révision permet d'espérer d'autres avancées positives.

> **Nejma Blicck**, bénévole

⁶ Au Burkina Faso, l'orpaillage est une activité traditionnellement exercée pendant les périodes de soudure, bien que de plus en plus de paysans quittent leurs terres pour s'y consacrer à temps complet.

En septembre, Maïté est partie au Burkina Faso dans le cadre de la mission bénévoles organisée par SOS Faim, elle nous livre ici ses impressions et souvenirs ...



Ce qui m'a le plus marqué lors de la mission...

C'est l'énergie et la fierté des burkinabés. On s'imagine beaucoup de choses sur l'Afrique noire avant d'y aller et j'avoue que ce que j'ai pu découvrir était bien plus fort et intense que ce que je m'étais imaginé. Nous avons eu la chance de rencontrer des personnes exceptionnelles qui mènent des projets et font bouger les choses, dans des conditions souvent difficiles, mais qui restent malgré tout très humbles. Découvrir leurs projets et les résultats obtenus a été un plaisir pour moi. J'espère avoir pu leur insuffler un peu d'énergie de par l'admiration qu'ils ont suscité en moi.

Je reviens ...

Un peu la même parce que j'ai toujours eu confiance dans la capacité des hommes à prendre leur destin en main si on les soutient de manière adéquate.

Un peu différente car ce voyage m'a permis de voir à quel point de grandes choses pouvaient être réalisées avec la volonté de quelques personnes. Cela m'a donné de l'énergie et du courage pour mieux affronter les difficultés que je rencontre dans ma vie de tous les jours, mais surtout encore plus de motivation pour continuer à soutenir ce genre d'initiatives et les organisations qui les soutiennent.

> **Maïté Rolin**, bénévole

Mon meilleur souvenir de la mission...

Aux petites heures du matin, le chant des coqs me réveille. En sortant de la maison, je découvre tout un village qui s'éveille dans de magnifiques couleurs ocre et or. Les hommes, déjà réunis autour d'un café, discutent de choses et d'autres, tandis que les femmes s'affèrent pour préparer le petit déjeuner. Autour d'elles, les enfants, aux sourires malicieux, courent dans tous les sens. Cette vie simple et à la fois tellement vraie qui se met en marche dans ce petit village perdu au milieu de nulle part m'a permis de réaliser à quel point le bonheur est parfois bien différent de ce qu'on s'imagine dans les pays occidentaux.